

Position de la Coalition belge BEYOND2015 – Zéro draft/Outcome document/Déclaration finale

La déclaration finale de septembre prochain est un document important. Au-delà d'un simple « cahier de bonnes intentions », cette déclaration finale doit engager la responsabilité de tous dans la réalisation de l'agenda post 2015, et plus spécifiquement des décideurs politiques. La coalition BEYOND2015 BELGIUM plaide pour des engagements forts dans l'exécution, le suivi et l'évaluation des prochains ODD.

Bien que le projet de déclaration prenne en compte dès son introduction un certain nombre de **principes essentiels** (CBDR, « leave no one behind, universalité), la **faible intégration des trois dimensions du développement durable** est préjudiciable (notamment dans les parties “Our vision” et “The new agenda” de l'introduction).

Il en va de même pour le titre II « *Means of implementation and the Global Partnership* » qui n'est qu'une énumération des moyens sans aucune précision sur comment ils contribueront à la réalisation des ODD. Dans cette optique, l'**absence de l'objectif de cohérence des politiques** tout au long du texte est regrettable. La déclaration finale doit rappeler plus fermement **la nécessaire transformation de notre système commercial et de notre modèle économique** dans le processus de transition durable. Elle doit appeler à la responsabilité du secteur privé et du commerce, ainsi qu'à la nécessité de mettre en œuvre une **fiscalité juste et équitable**. La **question de la suppression des dettes** doit aussi y être mentionnée. Il est également pertinent d'appeler les **institutions onusiennes** à clarifier la manière dont celles-ci comptent implémenter les ODD.

L'« **approche droit** » doit également **être renforcée**. Le titre II sur les Means of Implementation doit mentionner la nécessité de réaliser tous les droits de l'homme. La déclaration politique devrait mentionner la lutte contre les inégalités, la non-discrimination sur base de l'orientation sexuelle (introduction para 17), la souveraineté alimentaire et le droit à la terre ainsi qu'aux ressources naturelles (introduction para 24) et la protection sociale (introduction para 23 et 24).

Le principe d'« **accountability** » est oublié après ceux de « *follow up and review* » (titre III et introduction para 38 et 39). Le rôle de la société civile doit être mis en avant aussi bien dans l'introduction comme sous titre III. Sa **participation doit être assurée à tous les niveaux**. Les **niveaux sous-national et local** devraient être pris en compte, parce qu'ils ont également un rôle important à jouer dans la réalisation des ODD. Les points consacrés au **High Level Political Forum** (partie III, points 6 à 16) le limitent à un simple outil d'analyse. Bien qu'une collaboration étroite avec des instances onusiennes existantes soit souhaitable, **le HLPF doit être capable de faire des recommandations et doit avoir un mandat clair et précis ainsi qu'un secrétariat propre, efficient et autonome** d'ECOSOC pour garantir pleinement les mécanismes de suivi et d'évaluation relatifs à l'exécution des ODD (cf. revendications à Rio+20 pour un Conseil des Nations Unies sur le Développement Durable). Il est regrettable que le titre III ne fasse pas référence à l'usage des « **disaggregated data** » ou des indicateurs de progrès « **beyond GDP** ».

Les membres de la coalition regrettent le **caractère peu prospectif** du « *call for action to change our world* » (introduction para 40-44). La déclaration finale n'est qu'un point de départ et elle

devrait **appeler les leaders politiques et autres parties prenantes à s'engager à tous les niveaux pour la réalisation du développement durable et des ODD** dans les 15 ans à venir.

La coalition soutient enfin l'usage des 5 P mentionnés dans la préambule et l'introduction comme outil de communication. La réduction des 17 ODD à 9 points dans la préambule risque par contre d'engendrer de la confusion par rapport aux objectifs.

Nos **principales recommandations** sont :

- Les **principes** CBDR, « leave no one behind », d'universalité et les « 5P » **doivent figurer dans la déclaration finale**. Les **trois dimensions du développement durable** doivent être intégrées tout au long de la déclaration finale ;
- L'objectif de **cohérence des politiques** doit être rappelé avec force dans le texte ;
- Le **niveau local** et le niveau **sous-national** doivent être plus présents dans la déclaration ;
- La **participation de la société civile** dans l'implémentation ainsi que dans les mécanismes de suivi et évaluation doit être garantie (rendre effectifs les points 14 à 16 de la résolution AGNU/RES/67/290 ;
- Le **HLPF** doit avoir un **mandat fort** ainsi qu'un secrétariat propre, autonome et efficace.

La Coalition belge Beyond2015 est une plateforme ad hoc qui réunit les ONG de développement, les syndicats, les mouvements de femmes, environnementaux et conseils de la jeunesse, et porte la voix de la société civile belge dans les négociations pour l'après-2015. Elle fait partie du réseau international Beyond 2015.